



Rapport Annuel



2022



TABLE DES MATIÈRES

TABLE DES MATIÈRES	1
PRÉFACES	2
Ebbe Johansen, Président	3
Maciej Kucharczyk, Secrétaire général	4
LA VOIX DES PERSONNES ÂGÉES EN EUROPE.....	5
Notre vision et notre mission	6
Les valeurs fondamentales et les principes directeurs de AGE.....	6
Notre réseau en quelques chiffres	7
QU'AVONS-NOUS RÉALISÉ EN 2022 ?.....	8
Faits marquants en 2022	9
Promouvoir l'égalité des âges au niveau de l'UE et des Nations unies	13
Garantir l'égalité de participation et l'autonomie des personnes âgées	18
Faire entendre la voix des personnes âgées victimes de discriminations multiples.....	22
Renforcer notre influence.....	24
À PROPOS DE NOTRE RÉSEAU.....	25
Nos membres et notre gouvernance.....	26
Nos outils de communication	34
Notre financement.....	35
AGE en bref	36

Cette version a été traduite de l'anglais à l'aide d'un traducteur automatique en ligne.



PRÉFACES



Ebbe Johansen, Président

En 2022, la question des soins a été au cœur des travaux de AGE Platform Europe. En janvier, nous avons rencontré la commissaire européenne Dubravka Šuica pour discuter de l'avenir du livre vert sur le vieillissement. Le projet de la Commission européenne est d'établir une stratégie de soins pour tous les âges. AGE contribuera avec un plan pour les personnes âgées. Nous nous sommes également concentrés sur la nécessité d'augmenter le nombre d'aidants et de développer leurs compétences. Au cours de notre réunion, M. Šuica a souligné que notre *AGE Barometer* était un très bon outil pour s'assurer que les politiques de l'UE sont adaptées aux personnes âgées.

En juin, nous avons participé à une conférence ministérielle à Rome sur la révision du Plan d'action international de Madrid sur le vieillissement (MIPAA). L'un des trois thèmes abordés était la garantie de l'accès aux soins de longue durée et le soutien aux aidants et aux familles. Des chiffres impressionnants ont été donnés sur le poids du travail de soins fourni par les proches et les bénévoles, qui représente 80 % de l'ensemble du travail de soins pour les personnes âgées.

En 2022, le rapport de Biscaye sur le projet a été publié : *Developing the Long-Term Care Empowerment Model* (Développement du modèle d'autonomisation des soins de longue durée). L'un des principaux changements

consiste à donner aux personnes âgées la possibilité de décider elles-mêmes du type de service qu'elles préfèrent. Ce pouvoir d'autonomie laisse entrevoir un avenir où nous serons entendus et où nos souhaits seront pris en compte avec empathie.

Enfin, la recherche a prouvé que les septuagénaires d'aujourd'hui sont tout aussi frais et actifs que les quinquagénaires d'avant. Nous pouvons profiter d'une longue et belle vie.

En ce qui concerne notre réseau, AGE a été en mesure d'attirer plusieurs nouveaux membres au cours des dernières années. Nous avons constaté une augmentation des activités entre les membres au sein de nos groupes de travail. Le nombre de *Task Forces* a été réduit afin de clarifier et d'intensifier le travail. Ensuite, nous avons mis en place une direction composée de représentants des membres et du secrétariat afin d'améliorer l'échange d'expériences et de pratiques entre nos membres et de renforcer notre plate-forme permettant aux membres d'exprimer leurs souhaits concernant le travail politique. Cette contribution soutient le travail de plaidoyer de AGE auprès de la Commission et du Parlement européens. Nous espérons que nos membres continueront à interagir étroitement avec nous.



Maciej Kucharczyk, Secrétaire général



L'année 2022 a été à la fois passionnante et difficile. Si nous étions ravis de nous reconnecter, nous avons aussi besoin d'énergie et de dévouement pour nous remettre de la pandémie, ainsi que de courage pour faire face à un environnement mondial imprévisible. Au sein de AGE Platform Europe, avec nos membres et les personnes âgées de toute l'Europe, nous avons progressé vers l'objectif de AGE de créer une [société pour tous les âges](#).

Au niveau européen, nous avons sensibilisé le public aux diverses contributions que nous, les personnes âgées, apportons à la société et à l'économie en partageant nos compétences, nos connaissances et notre expérience par le biais du travail rémunéré et non rémunéré, du bénévolat et de la participation civique et politique. Avec le soutien de la présidence tchèque, notre conférence annuelle a marqué le début de la mise en œuvre de la stratégie européenne en matière de soins. Nous avons apporté la preuve d'un changement radical du système de soins, qui doit responsabiliser les personnes âgées et garantir leur pleine participation à la société. Pour promouvoir l'égalité des droits des personnes âgées, l'égalité de genre et, plus largement, l'intersectionnalité de la vieillesse, du genre, de l'orientation sexuelle, du handicap et de l'appartenance ethnique ont été intégrées dans notre travail en 2022. Face à l'impact croissant de la numérisation, nous nous engageons encore plus fortement pour le maintien de l'accès hors ligne aux biens et aux services, afin que chacun puisse participer à la société.

Au niveau mondial, nous avons célébré le 20^e anniversaire du plan d'action international de

Madrid sur le vieillissement (MIPAA). Nous avons exhorté nos gouvernements à recentrer les objectifs du plan sur les droits de l'homme et à les intégrer dans l'élaboration des politiques nationales. En signe de solidarité avec l'Ukraine, nous avons sensibilisé le public aux réalités auxquelles sont confrontées les personnes âgées qui fuient l'Ukraine et celles qui y restent. Certaines de nos organisations membres se sont mobilisées pour soutenir les réfugiés âgés d'Ukraine. L'expérience de la Covid-19 et de l'invasion russe de l'Ukraine montre encore plus clairement à quel point nous avons besoin d'un instrument international contraignant pour protéger les droits des personnes âgées. Tout au long de l'année 2022, nous avons intensifié nos efforts de longue date pour amener nos gouvernements à soutenir une Convention des Nations Unies sur les droits des personnes âgées.

Mais surtout, l'année 2022 a permis à nos membres de se reconnecter. Grâce à des rencontres physiques et des échanges directs - qui nous avaient tant manqué ces deux dernières années - nous avons renforcé nos capacités collectives et individuelles à promouvoir l'égalité des âges et l'approche du vieillissement basé sur le parcours de vie, à lutter contre la montée de l'extrémisme, à combattre la désinformation et, enfin, à renforcer la démocratie. Tous ces efforts seront poursuivis en 2023.



LA VOIX DES PERSONNES ÂGÉES EN EUROPE



Notre vision et notre mission

Comme l'exprime notre devise "Vers une société pour TOUS les âges", la vision de AGE englobe une société inclusive, qui met l'accent sur le bien-être, l'autonomie et la participation égale des personnes à la société à tous les stades de leur vie.

Nous voulons que la longévité soit célébrée comme l'une des plus grandes réalisations de l'humanité et non comme un fardeau et un coût pour la société. Pour cela, nous cherchons à combattre l'âgisme et à promouvoir les droits de l'homme tout au long de la vie.

AGE Platform Europe (AGE) est un réseau européen d'organisations de personnes âgées reconnue comme la voix de la population âgée en Europe depuis plus de 20 ans. Notre mission est de représenter les intérêts de nos membres sur la scène politique européenne et mondiale afin de soutenir les politiques de l'UE qui

répondent à la diversité des besoins et des aspirations des générations actuelles et futures de personnes âgées.

Pour mener à bien cette mission :

- nous faisons entendre la voix des personnes âgées en comblant le fossé qui les sépare des décideurs politiques ;
- nous transformons les expériences et les idées de nos membres en propositions politiques, en actions de plaidoyer, en campagnes, en actions de diffusion et en projets ;
- nous soutenons l'implication active de nos membres dans le travail de AGE tout en promouvant l'apprentissage mutuel et le travail en réseau ;
- nous promouvons une vision plus réaliste et positive du vieillissement et de la vieillesse.

Les valeurs fondamentales et les principes directeurs de AGE

- **Le respect de la dignité humaine et des droits de l'homme, la liberté, la démocratie, l'égalité et l'État de droit**, valeurs fondamentales de l'Union européenne.
- **Les droits de l'homme et la dignité ne diminuent pas avec l'âge !** Ils doivent être respectés tout au long de la vie de chaque individu.
- **Les personnes âgées se défendent elles-mêmes.** Chacun devrait être soutenu pour parler en son nom, en tant qu'expert ultime de sa propre vie.
- **Les femmes et les hommes âgés constituent une ressource pour nos sociétés** grâce à leur contribution par le travail, le bénévolat, les soins informels, la créativité, l'expérience et en tant que consommateurs.

- La solidarité intergénérationnelle renforce l'inclusion et la justice entre les générations en respectant et en bénéficiant des expériences, des sensibilités et des attentes de chacun.
- Les environnements favorables aux personnes âgées sont essentiels pour créer des communautés équitables et inclusives pour tous les âges.

Notre réseau en quelques chiffres

- Fondée en **2001**
- Secrétariat basé à Bruxelles
- **14** membres du personnel de diverses nationalités
- **111** organisations membres couvrant **30** pays
- **4** Tasks Forces (TF) permanentes (qui se sont réunies **15 fois** en 2022)
- Participation à **15** projets financés par l'UE sur des questions liées au vieillissement

Pour en savoir plus sur le réseau AGE, voir le dernier chapitre de ce rapport.





QU'AVONS-NOUS RÉALISÉ EN 2022 ?



Faits marquants en 2022

— La guerre en Ukraine

Le 24 février 2022, la Russie a envahi l'Ukraine, violant les règles internationales et les droits de l'homme de millions de personnes. Il s'agit de la crise humanitaire la plus "âgée", l'Ukraine étant l'un des pays dont le vieillissement est le plus rapide au monde (UN DESA, 2019).

Exprimer sa solidarité et ses préoccupations

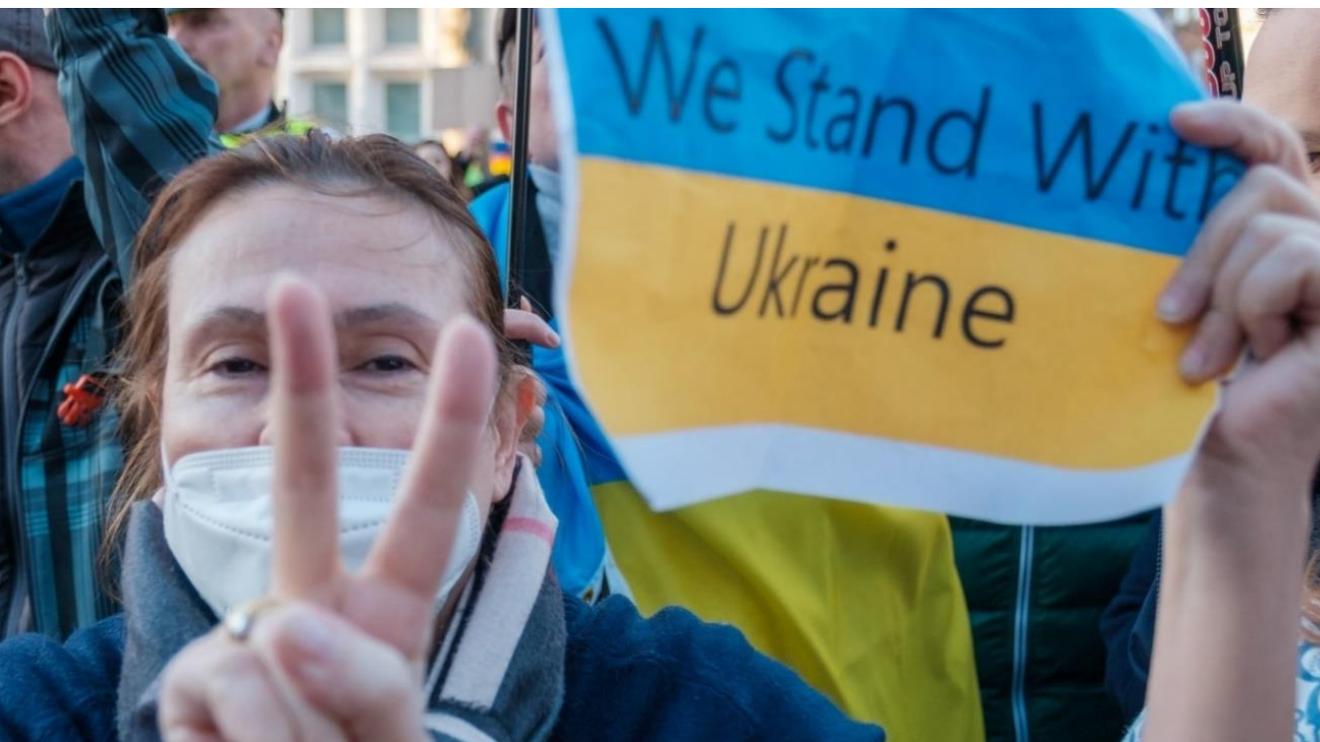
Notre travail visait à montrer notre solidarité avec les personnes âgées vivant en Ukraine et fuyant l'Ukraine, en soulignant leurs besoins et le fait que leurs droits ne sont pas respectés de la même manière dans les situations d'urgence humanitaire. Dans le cadre juridique international actuel, les personnes âgées ne sont protégées que dans la mesure où elles peuvent être considérées comme des personnes handicapées (conformément à l'article 11 de la Convention relative aux droits des personnes handicapées). Nous avons suivi la situation des personnes âgées en Ukraine grâce à nos partenaires, notamment le Forum européen des personnes handicapées, HelpAge International (plusieurs de nos membres sont impliqués dans le réseau européen de HelpAge), le Réseau européen des organisations roms de base (ERGO) et Amnesty International. Dans un [Briefing spécial](#), nous avons insisté sur l'importance pour les personnes âgées de bénéficier d'un accès à l'aide humanitaire égal à celui d'autres groupes tels que les enfants et les femmes.

Appel à l'aide de l'UE pour les Ukrainiens âgés

Nous avons organisé un [événement](#) avec des membres du Parlement européen dans le cadre de la Journée européenne de la solidarité entre les générations, le 29 avril, et publié une deuxième [note d'information](#). Nous y avons formulé des recommandations clés pour que l'UE réponde aux besoins urgents des personnes âgées ukrainiennes. Nous avons souligné la nécessité de collecter et d'analyser des données ventilées par âge et par genre afin de bien comprendre la situation des personnes âgées en Ukraine. Nous avons également souligné la nécessité d'adopter une perspective intersectionnelle, notamment lorsqu'il s'agit de répondre aux besoins des femmes âgées et des personnes âgées handicapées.

En novembre, nous avons publié une troisième [note d'information](#) sur la situation des personnes âgées en Ukraine et dans certains pays voisins de l'UE. Il s'agit d'une note politique conjointe, dans laquelle nous avons recueilli les contributions d'une organisation ukrainienne - Age Concern Ukraine - et de trois de nos membres, Bonum Vitae (Pologne), Alzheimer Polska (Pologne) et Omenia (Pologne) : Bonum Vitae (Pologne), Alzheimer Polska (Pologne) et Omenia (Roumanie). L'objectif de ce document politique était d'appeler l'UE à prendre en

compte les besoins des personnes âgées dans sa réponse d'urgence et dans le futur plan de relance. Parallèlement à ce document politique, nous avons publié un [communiqué de presse](#) dans lequel nous annonçons que la dernière partie de notre conférence annuelle serait consacrée à la dimension mondiale des droits des personnes âgées, y compris dans le contexte de la guerre en Ukraine.



— Vers une nouvelle vision des soins en Europe

Des soins qui responsabilisent

[Les soins doivent nous donner les moyens d'agir tout au long de notre vie](#), tel est le titre de notre publication, qui résume une année de réflexion sur un nouveau modèle de soins de longue durée par les membres de AGE. Publié au début de l'année 2022, ce document présente notre position fondamentale sur les systèmes de soins de longue durée fondés sur les droits et les mesures nécessaires pour les mettre en place - à temps pour l'appel de la Commission européenne à contribuer à une nouvelle stratégie de l'UE en matière de soins. Cette stratégie a été [publiée en septembre](#) et adoptée sous la forme d'une [recommandation du Conseil en décembre](#). Elle a structuré notre travail politique sur les soins de longue durée tout au long de l'année. L'autonomisation des personnes âgées dans la prise de décision en matière de santé et de soins a également été au centre de notre travail dans le cadre du projet [SHAPES](#). Un rapport sur le sujet a été rédigé dans une perspective de droits de l'homme et avec la contribution du travail de AGE sur la stratégie européenne en matière de soins ; le rapport a également été présenté lors d'un [atelier de dialogue](#) en novembre 2022.

Notre [conférence "A Europe that Cares is a Europe that Empower"](#) et un [séminaire conjoint sur les possibilités de vieillissement](#) organisé avec la Banque mondiale ont également permis de faire entendre notre voix au niveau de l'UE et d'échanger des pratiques pour des soins de longue durée accessibles, abordables et de qualité.

Des soins fondés sur les droits

Pour clarifier concrètement ce que nous entendons par soins de longue durée fondés sur les droits, nous avons [répondu à l'appel à contribution de la Commission européenne](#) et fait pression sur la [résolution pertinente du Parlement européen](#). Nous avons également proposé des amendements à la proposition de recommandation du Conseil afin de renforcer le rôle du droit à l'autonomie et de la prévention des abus et de la négligence dans ces documents. En ce moment décisif pour la politique européenne en matière de soins de longue durée, nous avons également réuni un groupe d'organisations de la société civile représentant les différents intérêts en matière de soins de longue durée afin d'élaborer des lettres de plaidoyer et d'organiser un événement commun avec une première évaluation.

Parallèlement, notre coopération de plusieurs années avec la province espagnole de Biscaye pour développer un modèle de soins basés sur les droits s'est conclue par [un rapport final et une conférence](#) au Comité économique et social européen. Sur la base de ce rapport, de notre travail sur la stratégie européenne en matière de soins et du manuel de plaidoyer de AGE, nous avons préparé une formation pour le projet [Covid Resilience](#) sur le thème "S'engager auprès des décideurs politiques et plaider pour un changement de politique dans le cadre du processus d'adhésion à l'UE". Cette formation s'est concentrée sur les thèmes de l'âge, de l'âgisme et des soins de longue durée, en collaboration avec le Forum européen des personnes handicapées.

Enfin, dans le cadre de deux projets financés par l'UE, nous avons également contribué à la rédaction de **recommandations politiques** sur :

- La détection précoce des **soins palliatifs** pour [InAdvance](#), en réfléchissant aux étapes nécessaires pour parvenir à des soins de longue durée fondés sur les droits. Ces recommandations s'appuient sur les résultats d'une consultation interne sur l'accès aux soins palliatifs organisée en octobre et s'alignent également sur nos principaux messages concernant la stratégie européenne en matière de soins. Sur cette base, nous pousserons les décideurs politiques à agir en faveur d'une stratégie d'égalité d'accès aux soins palliatifs, en particulier pour les personnes âgées.
- Le développement d'un **modèle intégré de soins** basé sur les résultats et la valeur perçue du parcours de soins plutôt que sur ses coûts,

pour [Valuecare](#). Ce nouveau paradigme s'orientera vers des soins plus centrés sur la personne, en tenant compte de la valeur « perçue » des soins par les citoyens plus âgés lorsqu'ils accèdent aux soins.

Nos recommandations en matière de soins intégrés sont le fruit d'un atelier que nous avons organisé avec les membres de AGE. Elles portent notamment sur la nécessité pour les décideurs politiques de trouver une solution aux déficits financiers et d'inclure la diversité des personnes âgées. Cet atelier a souligné l'importance des soins intégrés et d'une approche multidisciplinaire. Le soutien technologique ne peut remplacer le contact humain, qui doit rester une priorité. L'intégration et la valeur des soins sont également prises en compte dans les recommandations du Conseil relatives à la stratégie européenne en matière de soins.



Promouvoir l'égalité des âges au niveau de l'UE et des Nations unies

— Plaider en faveur d'une stratégie européenne pour l'égalité des âges

La proposition de stratégie européenne pour l'égalité des âges fournit aux décideurs politiques de l'UE des recommandations pour une série de mesures et d'actions globales visant à faire progresser les droits des personnes âgées. AGE a rédigé cette [proposition](#) avec ses membres dans le cadre du suivi du Livre vert européen sur le vieillissement, visant à construire une "Union de l'égalité". Après avoir exprimé notre déception quant à l'absence de réponse globale aux conclusions de la consultation européenne de l'année dernière sur le [Livre vert sur le vieillissement](#) dans une [lettre ouverte à la présidente Ursula von der Leyen](#), notre président et notre secrétaire général [ont rencontré en janvier 2022](#) la vice-présidente de la Commission européenne Dubravka Suica, responsable de la démocratie et de la démographie. Se référant à l'ambition de la présidente Ursula von der Leyen de créer une Union pour l'égalité, la vice-présidente Suica a réitéré son engagement à intégrer le vieillissement dans toutes les politiques et initiatives de l'UE et s'est clairement engagée en faveur d'une société plus égalitaire et plus inclusive tout au long de la vie.

Fin mars, nous avons organisé une réunion de travail sur l'égalité pour tous les âges dans l'UE avec le Bureau régional des droits de l'homme des Nations Unies (OHCHR) pour l'Europe, le Forum européen de la Jeunesse et l'Organisation mondiale de la Santé (OMS). Cette réunion a rassemblé des représentants de plusieurs

acteurs de l'UE, dont la Commission européenne, l'Agence des droits fondamentaux de l'UE, Equinet et le Réseau européen des institutions nationales des droits de l'homme (ENNHRI). L'objectif de cette réunion était d'accroître la sensibilisation et la visibilité de l'âgisme au niveau européen et de discuter des moyens potentiels d'y remédier, en utilisant le cadre existant de l'UE et de nouvelles initiatives potentielles.

Nous avons veillé à rester en contact permanent avec nos principaux homologues de la Commission européenne, notamment avec la Direction générale en charge de la justice et des consommateurs et la *Task Force* sur l'égalité. Cela s'est traduit par notre participation à l'événement interne de la Commission européenne sur *l'intégration du vieillissement et de l'égalité des âges*, qui a rassemblé plus de 100 participants (décembre 2022). Nous avons fait une présentation avec Maureen Kavanagh (Active Retirement Ireland) sur l'âgisme et ses effets, les réponses politiques de l'UE pour protéger les droits des personnes âgées et notre proposition pour une stratégie européenne sur l'égalité des âges.

La Journée des droits de l'homme 2022 nous a également offert l'occasion de réitérer notre appel en faveur d'une stratégie européenne pour l'égalité des âges et de publier un document de [deux pages résumant notre proposition](#). Cette étape nous aide à jeter un

pont avec 2023 et la préparation de notre campagne pour les élections du Parlement européen.

Notre stratégie pour l'égalité des âges a également été promue par notre travail dans le cadre du projet [e-Vita](#) financé par l'UE, en particulier lors de la conférence à mi-parcours

d'e-vita en juillet. Dans le cadre de ce projet, et à l'occasion de la révision du Plan international de Madrid sur le vieillissement ([MIPAA+20](#)), nous avons rédigé un rapport sur [l'impact des politiques de vieillissement des pays sur e-vita](#).



— Plaidoyer en faveur d'une convention des Nations unies sur les droits des personnes âgées

Nous voulons faire en sorte que les personnes, quel que soit leur âge, puissent vivre dans la dignité et jouir de droits égaux. L'adoption d'une [convention des Nations unies](#) contribuerait à combler les lacunes existantes dans la protection des droits des personnes âgées.

En 2022, nous avons plaidé en faveur d'une convention des Nations unies lors de deux événements majeurs :

Le groupe de travail à composition non limitée des Nations unies sur le vieillissement

Du 11 au 14 avril 2022, nous avons participé à la 12e session du groupe de travail à composition non limitée des Nations unies sur le vieillissement (OEWG12). Nous avons soumis des [contributions écrites](#) pour les domaines d'intérêt de 2022 sur la sécurité économique et la contribution des personnes âgées au développement durable. En outre, nous avons soumis une contribution écrite sur les éléments normatifs : Le droit au travail et l'accès au marché du travail et l'accès à la justice.

Préparatifs

En amont du OEWG12, nous avons organisé un webinaire conjoint avec notre membre espagnol - Confederación Española de Organizaciones de Mayores (CEOMA). L'objectif de cette réunion était d'informer les membres de la Plateforme

espagnole sur les droits des personnes âgées des développements du OEWG et de discuter du suivi potentiel de la 12^e session, en particulier à la lumière de la prochaine présidence espagnole de l'UE.

Nous avons collaboré avec d'autres ONG accréditées par le OEWG et des institutions nationales des droits de l'homme (INDH), avec l'aide de l'Alliance mondiale pour les droits des personnes âgées (GAROP), afin de préparer des messages clés pour nos déclarations orales.

Le 12 avril, Mme Heidrun Mollenkopf (BAGSO) a rencontré, au nom de AGE, le chef adjoint de la délégation de l'UE, l'ambassadeur Silvio Gonzato. Ils ont discuté de l'implication de l'Union européenne dans l'OEWG12 et des raisons pour lesquelles une convention sur les droits des personnes âgées est nécessaire, y compris la nécessité de mettre en œuvre une approche basée sur les droits de l'homme pour

faire avancer les droits des personnes âgées au niveau de l'UE.

Résultats et suivi

L'un des principaux résultats de cette session a été le soutien public de l'Autriche à l'adoption d'une convention des Nations unies, deuxième État membre de l'UE après la Slovaquie à s'engager à adopter une telle convention. Le dernier jour de l'OEWG12, l'Argentine a invité les États membres à rejoindre un groupe central interrégional, dans le but de travailler entre les périodes intersessions pour discuter des lacunes du système international des droits de l'homme pour les personnes âgées et créer un projet de décision à présenter lors de la 13^e session de l'OEWG en 2023.

Réunion des parties prenantes de l'ONU

Les 29 et 30 août, nous avons participé à la réunion multipartite qui s'est tenue aux Nations unies à Genève. Cette réunion avait pour but de discuter des lacunes dans la protection des droits de l'homme des personnes âgées dans la législation et les mécanismes internationaux en matière de droits de l'homme. Les recommandations que nous et d'autres organisations de la société civile avons formulées sur le contenu d'une convention des Nations unies sur les droits des personnes âgées ont été compilées dans un [rapport de synthèse du Haut-Commissariat des Nations unies aux droits de l'homme](#). Le rapport réaffirme également que les organisations de la société civile doivent être activement et systématiquement impliquées dans les processus relatifs aux droits de l'homme des

personnes âgées, ce qui est l'une de nos principales revendications.

Nous nous sommes engagés avec nos membres et avons préparé 4 [déclarations](#) qui ont été soumises au Conseil des Droits de l'Homme à Genève. Nous nous sommes joints à d'autres 412 organisations pour rédiger une [déclaration commune](#) au nom du GAROP, dans laquelle nous demandons aux États membres de :

- Adopter, lors de la 52^e session du Conseil des droits de l'homme, une nouvelle résolution de fond qui reconnaisse les conclusions du rapport du Haut-Commissaire et définisse des mesures concrètes pour combler les lacunes en matière de protection des personnes âgées.
- Demandons au groupe de travail à composition non limitée de l'Assemblée générale des Nations unies sur le vieillissement de tenir pleinement compte des conclusions et des recommandations de cette réunion multipartite dans l'accomplissement de son mandat.
- Commencez dès maintenant à rédiger une convention des Nations unies sur les droits des personnes âgées afin que nous puissions tous vieillir en ayant des droits.

À la suite de la réunion multipartite, le mandat de l'expert indépendant sur la jouissance de tous les droits de l'homme par les personnes âgées a été renouvelé, conformément à une résolution adoptée lors de la 51^e session du Conseil des droits de l'homme (12 septembre - 7 octobre).

— Renforcement des capacités en matière d'égalité des âges et de droits de l'homme

Nous avons renforcé la capacité de nos membres à préparer la **12^e session du groupe de travail à composition non limitée sur le vieillissement (OEWG12)** en organisant des webinaires préparatoires et des réunions bilatérales au cours desquelles nous avons aidé nos membres à s'engager auprès de leurs gouvernements. L'une des activités de plaidoyer a été le Rallye mondial, une campagne en ligne organisée par l'Alliance mondiale pour les droits des personnes âgées (GAROP). En préparation de la réunion multipartite - qui complétait le OEWG12 - nous avons organisé une réunion en ligne pour préparer les [contributions](#) qui ont été présentées au cours des sessions.

En décembre 2021, les membres du comité exécutif de AGE ont décidé de démanteler la *Task Force* sur les droits de l'homme dans le but d'intégrer les droits de l'homme dans toutes les *Task Forces*. Nous avons fourni à nos membres une liste de contrôle sur l'**approche fondée sur les droits de l'homme**, afin de mieux les équiper pour intégrer l'approche fondée sur les droits de l'homme dans leur travail quotidien. Nous avons également dispensé une formation aux membres sur la manière d'appliquer une

approche fondée sur les droits de l'homme au sein de la *Task Force* "Emploi, participation et citoyenneté active" et une autre à l'Organisation nordique des personnes âgées, où nous avons notamment présenté les arguments en faveur d'une convention des Nations unies sur les droits des personnes âgées et les principaux résultats du groupe de travail à composition non limitée et de la réunion multipartite. Ce fut l'occasion de discuter de la prochaine présidence suédoise et de la voie à suivre.

En interne, nous avons organisé trois sessions d'approfondissement des droits de l'homme qui visaient à renforcer les connaissances et les capacités des membres du personnel de AGE en matière d'application d'une approche fondée sur les droits de l'homme : Intersectionnalité ; Approche de genre du vieillissement ; et Participation. Enfin, nous avons co-organisé une formation interne avec ILGA-Europe pour mieux comprendre les formes multiples et croisées de discrimination auxquelles les personnes âgées LGBTI sont confrontées et comment nous pourrions mieux collaborer.



— Travailler avec le Parlement européen

Tirer les leçons de la pandémie de COVID-19

Nous avons poursuivi notre travail avec les membres du Parlement européen (MEP) au sein du groupe d'intérêt sur la solidarité entre les générations. Suite à un appel conjoint de notre

part, du Forum européen des personnes handicapées et du Syndicat européen des services publics représentant les travailleurs du secteur des soins, le Parlement européen (PE) a mis en place une commission spéciale sur les leçons tirées de la COVID-19. Nous avons tout d'abord salué la création de cette commission

spéciale, mais nous avons rapidement réalisé que son mandat s'achèverait sans que l'expérience des groupes les plus touchés par la pandémie, à savoir les personnes âgées, les travailleurs sociaux et les personnes handicapées, ne soit prise en compte. Nous avons donc demandé au Président du Parlement européen de prolonger le mandat, ce qui a permis d'organiser des auditions publiques supplémentaires sur les groupes vulnérables et sur l'impact de la pandémie sur les droits fondamentaux.

Proposer des amendements sur des questions clés

Tout au long de l'année, nous avons proposé des amendements sur des dossiers majeurs sur lesquels le Parlement européen travaillait, tels que la stratégie européenne en matière de soins, la stratégie européenne en matière de santé et de sécurité, le plan d'action européen en matière de santé et de sécurité.

Semestre, la politique numérique de l'UE, la santé mentale dans le travail numérique, ou encore les droits de l'homme dans le monde et la politique de l'UE.

Vers une révision des traités de l'UE "respectueuse de l'âge" ?

Au lendemain de la Conférence sur l'avenir de l'Europe, le Parlement européen a décidé de lancer une procédure visant à proposer des amendements aux traités fondateurs de l'UE. Nous avons rédigé une lettre à l'attention des présidents des commissions compétentes du Parlement européen afin de souligner nos priorités si les traités devaient être révisés : afin de permettre des politiques globales sur le vieillissement au niveau de l'UE, nous avons demandé le déblocage de la législation sur l'égalité de traitement, qui nécessite actuellement l'unanimité des États membres de l'UE. Le vote à la majorité qualifiée permettrait l'adoption d'une proposition de directive en attente depuis plus de 10 ans pour interdire la discrimination fondée sur l'âge. Nous avons également soutenu l'intégration du pilier européen des droits sociaux dans les traités et l'adoption d'objectifs sociaux obligatoires dans le processus du semestre européen.

Garantir l'égalité de participation et l'autonomie des personnes âgées

— Dans le domaine de l'emploi et de l'inclusion sociale

L'édition 2021 de notre Baromètre ([AGE Barometer](#)) a souligné l'importance de l'apprentissage tout au long de la vie à tous les âges. Les bonnes pratiques partagées et les recommandations qui en découlent ont servi de base au travail politique de AGE sur l'emploi et la participation des personnes âgées en 2022.

En amont de l'adoption de la recommandation du Conseil des ministres de l'UE sur les comptes individuels de formation, nous avons [attiré l'attention](#) sur les risques de renforcement de l'exclusion des personnes âgées des politiques européennes en matière d'éducation et de formation tout au long de la vie. La proposition de la Commission européenne sur le sujet a en effet contribué à encourager une culture de l'apprentissage tout au long de la vie mais comporte encore quelques rusticités âgistes.

Position de AGE

Nous avons publié une [déclaration politique](#) appelant à l'apprentissage tout au long de la vie à tous les âges. Nous avons rappelé l'engagement de l'UE envers le 1^{er} pilier du Pilier européen des droits sociaux et l'objectif de l'UE visant la participation de 60% de tous les adultes à une formation chaque année d'ici 2030. Dans cette déclaration de politique générale, nous avons demandé qu'une mention spécifique soit faite des travailleurs âgés, en soulignant la nécessité de droits à la formation et d'une communication ciblée pour prévenir l'exclusion professionnelle et lutter contre le chômage des

personnes âgées. Nous avons rappelé la nécessité de lever la limite d'âge, qui est discriminatoire et va à l'encontre du droit à l'éducation. Enfin, nous avons demandé la recommandation d'embrasser la diversité de la population européenne et de garantir des opportunités d'apprentissage accessibles, adaptées et adéquates pour tous.

Cette déclaration de politique générale a été partagée avec les unités concernées de la DG EMPL au niveau de la Commission et des Représentations permanentes, ainsi que via les réseaux sociaux. Certains de nos appels ont été adoptés dans la recommandation du Conseil et nous avons reçu plusieurs réponses de sections de la Commission européenne, y compris une lettre de Joost Korte, le directeur général de la DG EMPL à la Commission européenne, nous invitant à soutenir la mise en œuvre des recommandations dans les années à venir.

Dans les années à venir, la mise en œuvre de la recommandation du Conseil fera l'objet d'un suivi dans le cadre des rapports du semestre européen et sera évaluée après cinq ans dans un rapport préparé par la Commission européenne.

Lever les obstacles à l'éducation numérique

Poursuivant notre objectif de rendre l'apprentissage tout au long de la vie accessible à tous les âges, nous avons répondu à deux appels à contribution sur [l'éducation numérique](#)

et les [compétences numériques](#). Dans nos contributions, nous avons rappelé l'importance de répondre aux besoins de tous les citoyens dans leur diversité et d'accorder une attention particulière aux besoins des personnes âgées, qui sont souvent oubliées et stigmatisées dans le domaine de la numérisation. Nous avons réitéré l'urgence de s'attaquer à la fracture numérique et d'adopter une approche intersectionnelle afin que l'apprentissage de nouvelles compétences numériques profite non seulement aux personnes âgées, mais aussi à leurs proches, aux soignants et à la société dans son ensemble.

Améliorer la culture financière et numérique des personnes âgées

Dans un monde de plus en plus connecté au numérique, il est de la plus haute importance de veiller à ce que les personnes puissent participer efficacement aux environnements numériques et récolter les bénéfices de leur développement. Pourtant, les personnes âgées sont très souvent

— Dans la lutte contre la pauvreté

2022 a vu non seulement le retour de la guerre sur le sol européen, mais aussi le retour de l'inflation. L'inflation s'est accélérée dès avant l'agression russe contre l'Ukraine, alors que la Russie militait pour son approvisionnement en énergie et que les membres de l'UE s'empressaient de diversifier leurs sources d'énergie.

Mesurer l'impact de l'inflation sur les personnes âgées

AGE a interrogé ses membres au cours de l'été sur l'impact de l'inflation élevée sur les personnes âgées et sur l'adéquation des mesures prises par les gouvernements pour l'atténuer.

[Notre rapport "Garder l'énergie"](#) a montré que les besoins spécifiques des personnes âgées n'étaient souvent pas pris en compte et que

exclues, car elles n'ont pas les compétences numériques nécessaires. Pour faire face à ce problème et aux défis auxquels les personnes âgées sont confrontées en matière d'achats en ligne, de services bancaires en ligne et d'accès aux services en ligne de l'administration publique, le projet [FAITh](#) a développé des formations entre pairs offrant des outils pratiques pour améliorer les compétences financières et numériques des personnes âgées. Nous avons développé une matrice résumant les bonnes pratiques en Europe sur ces thèmes et avons donné de la visibilité aux ressources du projet lors d'un événement final à Bruxelles le 7 décembre.

Dans le cadre du projet [DIGITOL](#), Générations unies contre les fausses nouvelles a partagé ses résultats sur l'éducation au numérique et aux médias et la participation des personnes âgées lors de la conférence finale du projet avec des décideurs politiques et un public général.

plusieurs membres de AGE ont dû faire pression pour inclure les personnes âgées et d'autres groupes dans les mesures visant à soutenir le pouvoir d'achat.

Garantir un revenu adéquat aux personnes âgées

Nous avons également favorisé le débat sur l'adéquation des pensions lors de la Semaine européenne des retraites en novembre, où nous avons coorganisé un [atelier avec Better Finance](#),

l'organisation représentant les investisseurs individuels, sur l'adéquation des pensions, l'inflation et la répression financière.

Dans ce contexte, l'importance de la protection sociale est apparue très clairement. C'est pourquoi nous avons salué l'initiative de la Commission européenne de travailler sur une recommandation du Conseil relative au revenu minimum afin de garantir que les personnes puissent vieillir sans tomber dans les pièges de la pauvreté et ses effets dévastateurs au cours de la vieillesse. La [contribution de AGE](#) insiste sur le fait que les pensions devraient également être incluses dans le champ des revenus

minimums, que les revenus minimums adéquats doivent protéger de la pauvreté et de l'inclusion sociale et qu'ils doivent être suffisants pour permettre une vie dans la dignité. Nous avons également travaillé sur ce sujet au sein des réseaux dont AGE est membre, à savoir la Plateforme sociale et le [Réseau européen de lutte contre la pauvreté](#). En conséquence, la [recommandation du Conseil adoptée en décembre](#) (officiellement en janvier 2023) prend en compte un grand nombre de ces préoccupations, bien qu'elle ne fournisse pas un cadre contraignant pour des revenus adéquats et des ajustements réguliers et transparents à l'évolution des coûts de la vie.

— Promouvoir des environnements de vie conviviaux pour les personnes âgées

Un logement adéquat et accessible

Les personnes âgées sont souvent confrontées à des difficultés d'accès à un logement adéquat. Nous avons rassemblé les observations de nos membres dans notre [contribution sur le logement adéquat](#) soumise à l'expert indépendant des Nations unies sur les droits des personnes âgées. Nous avons souligné que l'âgisme est un obstacle majeur qui se traduit sous différentes formes et conduit à des situations dans lesquelles les propriétaires choisissent des locataires plus jeunes plutôt que plus âgés et où les prêts hypothécaires sont moins accessibles aux personnes âgées. L'accessibilité, en particulier en cas de développement de handicaps ou de besoins de soins, la pression de l'embourgeoisement et la réduction des services essentiels dans la communauté locale étaient également des préoccupations majeures.

Quartiers accueillants pour les personnes âgées

En raison de l'évolution démographique et de l'individualisation de notre société, de plus en plus de personnes âgées vivent seules ou dans des maisons de retraite, souvent sans aucun membre de leur famille ou avec des membres de leur famille qui vivent loin d'elles. Or, les personnes âgées bénéficient de réseaux locaux non familiaux avec des amis et des voisins, comme tout le monde et même davantage pendant la vieillesse. La sociabilité et le sentiment d'appartenance contribuent à la qualité de vie. C'est notamment ce que le projet [Dreamlike Neighbourhood](#) a permis de réaliser : en facilitant la création de groupes de quartier, où les personnes âgées se rencontraient régulièrement et s'entraidaient pour (re)découvrir et exploiter leurs talents, réaliser leurs rêves et trouver des moyens de

contribuer activement à leur communauté, le projet a renforcé le sentiment d'appartenance des citoyens âgés à leur ville. Nous avons soutenu ce processus et lui avons donné une visibilité au niveau européen et international, en le présentant à la Décennie des Nations unies pour le vieillissement en bonne santé, à la réunion ASEM Asie-Europe 2022 et à l'AGAC 2022 (le Centre mondial ASEM du vieillissement, centre international pour la promotion et la protection des droits de l'homme des personnes âgées).

Politiques et produits environnementaux inclusifs et respectueux de l'âge

Dans le cadre du projet [Urbanage](#), qui vise à rendre plus inclusif le processus décisionnel relatif aux environnements favorables aux personnes âgées, nous avons [publié des lignes directrices](#) destinées à favoriser l'engagement des personnes âgées dans le processus

décisionnel relatif à l'urbanisme dans leurs villes. Ces lignes directrices sont destinées à être utilisées par les municipalités et les décideurs politiques pour inclure les citoyens plus âgés dans la prise de décision, avec un accent particulier sur l'engagement et l'inclusion numériques.

Dans le cadre de [Pharaon](#), AGE a soutenu les travaux de normalisation liés au vieillissement (par exemple, la promotion du bien-être dans les communautés et organisations locales ; l'accessibilité et la facilité d'utilisation des produits de soins de santé à domicile ; les bonnes pratiques en matière de consentement des utilisateurs) et a continué à promouvoir des activités de communication et de diffusion non âgées. Pharaon visait à développer des plateformes numériques intégrées, personnalisables et interopérables pour favoriser un vieillissement actif et en bonne santé.

Faire entendre la voix des personnes âgées victimes de discriminations multiples

En 2022, nous nous sommes efforcés de mieux intégrer une approche intersectionnelle dans notre travail et de mettre en évidence les formes multiples et croisées de discrimination auxquelles les personnes âgées peuvent être confrontées.

— Discriminations multiples chez les personnes âgées

Dans le but de sensibiliser aux multiples discriminations auxquelles sont confrontées les personnes âgées, le projet [Smart Against Ageism - SAA](#) présente des expériences d'âgisme sur le lieu de travail, dans le secteur de la santé et des soins et dans les environnements bâtis. En tant que partenaire de ce projet, nous avons contribué à

ses ressources : le recueil d'expériences de discrimination fondée sur l'âge en Bulgarie, aux Pays-Bas, en Lituanie, au Portugal et en Allemagne et les stratégies pour y faire face ; le jeu en ligne contre l'âgisme et les recommandations politiques.

Tout au long de l'année, nous avons également travaillé plus spécifiquement sur les questions suivantes :

— Genre

Les femmes âgées sont confrontées à des inégalités dues à l'intersection entre l'âgisme et le sexisme et aux désavantages accumulés au cours de leur vie. En 2022, nous avons participé à deux réunions avec la coalition du Lobby européen des femmes (EWL) pour mettre fin à la violence contre les femmes et les filles. Au sein de cette coalition, nous avons discuté des récents développements politiques, notamment

en ce qui concerne la [Convention d'Istanbul](#) et la manière dont sa ratification par l'Union européenne contribuerait à protéger les droits des femmes âgées. A l'occasion de la [Journée internationale des personnes âgées](#) le 1er octobre 2022, nous avons [souligné](#) les rôles clés des femmes âgées dans les soins de longue durée et pendant la pandémie de COVID-19.

— Handicap

Nous avons discuté de l'intersection entre l'âgisme et le handicap à laquelle les personnes âgées handicapées sont confrontées dans l'UE lors d'une [réunion bilatérale](#) avec le rapporteur spécial des Nations unies sur les droits des

personnes handicapées. En novembre 2022, nous avons organisé un webinaire conjoint avec le Forum européen des personnes handicapées (FEPH) et nos membres concernant la révision du cadre réglementaire de l'UE sur les droits des

passagers. Au cours de cet événement fermé, nos membres et les membres du FEPH ont partagé des questions communes relatives à l'application de leurs droits en tant que passagers, ainsi qu'en termes d'accessibilité. Cette discussion en ligne a alimenté notre contribution à la Commission européenne que nous avons soumise en décembre. Nous avons

— LGBTI

En février 2022, nous avons organisé une formation avec ILGA-Europe sur les personnes LGBTI âgées. Suite à cette formation conjointe, nous avons rédigé un document politique commun avec ILGA-Europe, analysant les données de l'[enquête LGBTI II de l'Agence des droits fondamentaux](#). L'objectif de cette enquête est de sensibiliser à la diversité des personnes LGBTI parmi les personnes âgées et à la manière dont les désavantages structurels et cumulés au cours de la vie créent de nouvelles inégalités, notamment pour les personnes trans et intersexuées et les personnes LGBTI issues d'une minorité ethnique. Le document final sera publié au début de l'année 2023. À l'occasion de

— Racisme et incitation à la haine

Les positions populistes et racistes se sont renforcées dans toute l'Europe, propageant préjugés et discrimination. Pour contrer cette tendance, nous avons uni nos forces à celles de 6 partenaires dans 6 pays européens pour développer un jeu en ligne et des recommandations politiques contre le racisme et les discours de haine. Grâce au financement du programme Erasmus+, cette coopération a pris la forme d'un projet européen intitulé

également travaillé sur l'initiative européenne sur la protection transfrontalière des adultes vulnérables et avons soumis deux [contributions](#), dans lesquelles nous avons montré comment la Convention de La Haye conduit plutôt à des violations des droits de l'homme et va à l'encontre de la Convention des Nations Unies sur les droits des personnes handicapées.

la Journée internationale contre l'homophobie, la transphobie et la biphobie, le 17 mai, nous avons mis en [lumière](#) les formes multiples et croisées de discriminations auxquelles sont confrontées les personnes âgées lesbiennes, gays, bissexuelles, transgenres et intersexuées.

Enfin, nous avons participé à la [conférence politique du](#) Réseau européen des organisations roms de base (ERGO Network), où nous avons présenté notre vision des soins de longue durée fondés sur les droits dans le contexte de la stratégie européenne en matière de soins, en mettant l'accent sur les Roms âgés.

"[Smart for Democracy and Diversity](#)" (SDD). Ce projet rend les cas de discrimination visibles et tangibles et encourage un examen critique des comportements et des structures discriminatoires. Le jeu en ligne et les recommandations politiques sont disponibles sur le site internet du projet et seront présentés plus en détail lors d'un événement final à Bruxelles le 14 juin 2023.

Renforcer notre influence

— Améliorer l'appropriation et la capacité des membres de AGE

En 2022, nous avons cherché à renforcer les connaissances et les capacités de nos membres afin de soutenir notre travail visant à exploiter tout le potentiel des personnes âgées et à renforcer leur égalité et leur dignité. Pour ce faire, nous avons organisé une série de sessions de formation sur l'application du principe de

non-discrimination et d'une approche du vieillissement fondée sur les droits. De plus amples informations sont fournies dans les chapitres précédents sur l'égalité des âges dans l'UE et sur notre plaidoyer en faveur d'une convention des Nations unies sur les droits des personnes âgées.

— Développer la durabilité et la représentativité à long terme de AGE

Nous avons développé une série de mesures et d'indicateurs pour mesurer l'engagement de nos membres et voir où et comment cet engagement peut être amélioré.

En 2022, les membres de AGE se sont de plus en plus engagés dans nos activités en général. Nous avons constaté une participation accrue aux

réunions internes (par rapport à la période précédant la pandémie), une consultation plus fréquente des supports de communication internes, ainsi qu'une participation plus importante à nos appels à contribution pour coproduire nos positions et nos supports de plaidoyer.

— Développer le partenariat et la viabilité financière

En 2022, nous avons exploré de nouvelles sources potentielles de financement, telles que les dons externes. Une partie de ce travail a consisté à améliorer la visibilité de notre plaidoyer auprès de nos partenaires et alliés existants et potentiels.

Nous avons renforcé la coopération avec les partenaires institutionnels, en poursuivant pour la deuxième année consécutive notre partenariat avec le district de Biscaye, en Espagne, en vue de publier un rapport intitulé *"Bay of Biscay, Bay of Care - Developing the Long-Term Care Empowerment Model"*³, et de coorganiser des activités de diffusion au niveau de l'UE (voir notre chapitre sur les soins). Parmi

les nouveaux partenaires institutionnels, nous avons entamé une coopération avec la Banque mondiale, en coorganisant un événement intitulé *"Exploring opportunities in the ageing agenda in Europe"* (voir notre chapitre sur les soins).

Dans le secteur privé, nous avons poursuivi notre travail avec Essity Hygiène and Health AB pour sensibiliser à l'incontinence et aux défis qu'elle pose à la population vieillissante.

Des efforts ont également été déployés pour identifier les opportunités dans le secteur philanthropique. Certaines fondations ont été approchées et d'autres ont été identifiées en vue d'une éventuelle future collaboration.



À PROPOS DE NOTRE RÉSEAU



Nos membres et notre gouvernance

— Comité exécutif

Le comité exécutif de AGE Platform Europe (ExCo) est composé du président, de quatre vice-présidents, d'un trésorier et d'un secrétaire. Il se réunit quatre fois par an, donne des orientations stratégiques sur les activités de plaidoyer et veille au bon fonctionnement de l'organisation conformément aux statuts et au règlement intérieur.

Les membres :

- Ebbe Johansen, Président
- Anthony De Giovanni, vice-président
- Regine Matthijsen, Vice-présidente
- Jose-Luis Tejedor, Vice-président
- Christina Rogestam, Vice-présidente
- Elena Weber, Secrétaire
- Jean-Michel Hôte, Trésorier

— Conseil d'administration

Le conseil d'administration de AGE est composé de représentants nationaux élus par les organisations membres à part entière de AGE dans leur pays. Il se réunit deux fois par an et est responsable du fonctionnement général de l'organisation et de la mise en œuvre des programmes de travail.

Président : Ebbe Johansen

Les membres :

Membres à part entière

Pays

- Autriche : Harald Glatz
- Belgique : Maddie Geerts
- Bulgarie : Evelina Dorzhinova
- Croatie : Ines Vrban
- Chypre : Maria Zachariou Dodou
- République tchèque : Jaroslav Lorman
- Danemark : John Kirstein
- Estonie : Ergma Andres
- Finlande : Filip Hamro-Drotz
- France : Bernard Bazot/
- Allemagne : Ina Voelcker / Barbara Kahler
- Grèce : Ranga Myrto
- Hongrie : Imre Semsei
- Irlande : Ciaran McKinney
- Italie : Daniela Zilli / Giorgio Grenzi
- Malte : Gaetan Naudi
- Pays-Bas : Christine Nanlohy
- Norvège : Jan Davidsen
- Pologne : Piotr Nakonieczny
- Portugal : Anabela Paixão
- Roumanie : Giorgică Bădărău
- Slovaquie : Gálisová Ľubica

- Slovénie : Jožica Puhar
- Espagne : Angel Yaguë Criado / José Luis Tejedor
- Suède : Martin Engman
- Suisse : Roland Grunder

- Ghislaine van Halewyn (ESU)
- Kalivi Kivisto (NOPO)
- Joseph Bertrand (ESO)

Fédérations européennes

- Alain Koskas (FIAPA)

Organisations européennes

- Elena Weber (EAN)
- Elizabeth Sclater (OWN Europe)

Membres suppléants

Pays

- Autriche : Hilde Hawlicek
- Belgique :
- Bulgarie :
- Croatie :
- Chypre : Alexis Michaelides
- République tchèque : Jiri Hrabec
- Danemark : Ebbe Johanssen
- Estonie :
- Finlande : Raimo Ikonen
- France : Claude Waret / Jean-Michel Hôte
- Allemagne : Heidrun Mollenkopf Sebastian Wegner
- Grèce : Maria Asteriou
- Hongrie : Laszlo Patyan
- Irlande : Maureen Kavanagh
- Italie : Fabio Volponi / Giuseppe Zaffarano
- Malte : Anthony Degiovanni
- Pays-Bas : Regine Matthijsen

- Norvège : Arne Halaas
- Pologne : Katarzyna Otachel
- Portugal : Maria João Azavedo
- Roumanie : Gheorghe Chioaru
- Slovaquie : Iveta Cereyova
- Slovénie :
- Espagne : Maria Sacramento Pinazo-Hernandis / Jordi Romero
- Suède : Christina Rogestam
- Suisse :

Fédérations européennes

- Camille Gautard (FIAPA)
- Leif Hallberg (ESU)
- Asa Lindestam (NOPO)
- Frieda Ardies (ESO)

Organisations européennes

- Pascal Champvert (EAN)
- Maria Petkova (EUROPE PROPRES)

— Secrétariat

Basé à Bruxelles, le secrétariat de AGE est responsable de la gestion quotidienne de l'association, de la mise en œuvre des programmes de travail et de la liaison avec les institutions de l'Union européenne.

Membres du personnel en 2022 :

Secrétaire général

- Maciej Kucharczyk

Équipe des opérations

- Hanan Soussi – Responsable Administratif
- Nathalie De Craecker - Assistante administrative
- Anne Melard - Chargée de l'information et de la communication
- Estelle Huchet - Coordinatrice des adhésions et des partenariats

Équipe politique

- Julia Wadoux - Responsable de la politique en matière de vieillissement en bonne santé et d'accessibilité
- Nena Georgantzi - Responsable des droits de l'homme
- Apolline Parel - Responsable des droits de l'homme
- Philippe Seidel - Chargé de mission sur la protection sociale et le Parlement européen
- Sarah Loriato - Chargée de mission pour l'emploi et la participation et agent de liaison avec le Parlement européen

Équipe de projet

- Ilenia Gheno - Chef de projet
- Nhu Tram - Chargée de projet
- Vera Hoermann - Chargée de projet
- Marine Luc - Chargée de projet

— Membres de AGE en 2022

Autriche :

Association des retraités (Pensionisten Verband)

Belgique :

CD&V-senioren

Entr'Agés asbl

Les Aînés du CDH (membre associé)

OKRA, trefpunt 55+

Respect Seniors

Vlaamse Ouderenraad vzw

Vrouwenraad BE (membre associé)

Bulgarie :

Croix-Rouge bulgare

Croatie :

Fondation Zajednicki put

L'association des travailleurs sociaux de Zadar

La Convention nationale des retraités de Croatie (NPCC)

Chypre :

Aide sociale aux personnes âgées de Pancyprian

PA.SY.D.Y. Syndicat des retraités

Observatoire chypriote du troisième âge

République tchèque :

Elpida

Zivot90

Danemark :

DaneAge/Aeldresagen

Estonie :

Association estonienne des sociétés de retraités

Finlande :

Association des retraités de langue suédoise en Finlande

Fédération finlandaise des retraités

France :

Action de Coordination de Lieux et d'Accueil aux Personnes Âgées (ACLAP)

Alim50plus

Association des Retraités d'Air France

Confédération Française des Retraités

Ecole des Grands-Parents Européens (EGPE)

Fédération des particuliers employeurs de France
Fédération Nationale des Associations de Retraités
Fondation I2ML
Généralisations Mouvement - Fédération nationale
Information Défense Action Retraite (IDAR)
Old Up
Union des Anciens du Groupe BP
Union Française des Retraités
Union Nationale des Retraités (UNAR-CFTC)
Union Nationale Interprofessionnelle des Retraités U.N.I.R. CFE/CGC

Allemagne :

Bundesarbeitsgemeinschaft der Senioren-Organisationen (BAGSO)
Sozialverband VdK Deutschland E.V. (membre observateur)
HelpAge Allemagne (membres associés)

Grèce :

People Behind
Grèce 50+
Antama

Hongrie :

Centre de coordination scientifique en gérontologie

Irlande :

Active Retirement Ireland
Age & Opportunity

Italie :

50 et plus
Anpecomit - Associazione Nazionale fra Pensionati ed Esodati della Banca Commerciale Italiana
Anziani e non solo soc. Coop (membre observateur)
Associazione Lavoro Over 40
Associazione Nazionale Anziani e Pensionati (ANAP)
Associazione Nazionale Centri Sociali, Comitati Anziani e Orti (ANCESCO)
Associazione Nazionale Pensionati (CIA)
ATDAL Over 40
CNA Pensionati
Federazione Nazionale Sindacale delle Associazioni dei Pensionati del credito (FAP Credito)
Federpensionati Coldiretti
Over 50 Della Confeuro
S.a.pens. Sindacato Autonomo Pensionati
Syndicat national des retraités de la Confédération (ANPA)
SOLIMAI - societa cooperativa sociale a r.l. (membre observateur)

UNITRE Université du troisième âge
Uscire Insieme Onlus

Lettonie :

Fédération lettone des retraités

Malte :

Grand Parents Malta
Association nationale des retraités
Conseil national des personnes âgées

Pays-Bas :

Nederlandse Vereniging van Organisaties van Gepensioneerden (NVOG)
Réseau de femmes âgées - Pays-Bas
Stichting Jan Nagel 50+

Norvège :

Association norvégienne des retraités, Pensjonistforbundet

Pologne :

Alzheimer Polska
Seniors BONUM VITAE

Portugal :

APRE - Associação de Aposentados Pensionistas e Reformados (Association des retraités et réformés)
CASO50+ - Centro de Atendimento e Serviços 050+ (Centre d'assistance et de services)

Roumanie :

Asociatia Humana Egyesület
National Federation Omenia/Federatia Nationala Omenia
Habilitas

Serbie :

Croix-Rouge serbe (accession member)

Slovaquie :

Forum Pre Pomoc Starsim (Forum pour l'aide au vieillissement, réseau national)

Slovénie :

Mestna zveza upokojencev Ljubljana (MZU)
ZDUS - Zveza drustev upokojencev Slovenije

Espagne :

Asociación de Profesores Universitarios Jubilados (ASPUR)
Fédération catalane des associations de personnes âgées (FATEC)
Confederación Española De Organizaciones De Mayores (CEOMA)
Federacion d'Organitzacions Catalanes de Gent Gran, Dones i Família (FOCAGG)
Federación Española de Asociaciones Nagusilan (Fédération espagnole des associations Nagusilan)

Federacion Territorial de Asociaciones provinciales de pensionistas y jubilados de alava, Guipuzcoa y Vizcaya (FEDERPEN)

Fundacion 26 de Diciembre

Fundación Pilares para la Autonomía Personal

Grupo Servicios Sociales Integrados (membre observateur)

Plate-forme des personnes âgées et des retraités (PMP)

Croix-Rouge espagnole

Union Democratica de Pensionistas (UDP)

Suède :

SPF Seniorerna

Suisse :

Conseil Suisse des Aînés

Turquie :

Türkiye Emekliler Dernegi (Organisation des retraités de Turquie) - TIED (membre observateur)

65+ Elder Rights Association (membre observateur)

Royaume-Uni :

Société britannique de gérontologie

Alliance des retraités de la fonction publique

International Longevity Centre UK (ILC-UK) (membre observateur)

Wise Age

Fédérations européennes :

Fédération européenne des services à la personne (EFSI)

Union européenne des seniors - ESU

Organisation européenne supérieure - ESO

FIAPA Europe (Fédération Internationale des Associations de Personnes Agées)

NOPO - Organisation nordique des personnes âgées

Organisations européennes :

Réseau européen sur le vieillissement

Groupement Européen de Retraités des Caisses d'Epargne, Banques et Institutions Similaires

Older Women's Network - Europe

Seniors of the European Public Service

— Membres externes

AGE est membre de...

socialplatform

La Plateforme des [ONG européennes](#) du secteur social (Plateforme sociale) est l'alliance des fédérations et réseaux européens représentatifs d'organisations non gouvernementales actives dans le secteur social au niveau européen. Le rôle de AGE au sein de la Plateforme sociale est d'exprimer les préoccupations des citoyens âgés et de défendre leurs droits au sein de ce réseau social européen.



Le [Réseau européen de lutte contre la pauvreté](#) (EAPN) est un réseau indépendant d'organisations non gouvernementales (ONG) et de groupes impliqués dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale dans les Etats membres de l'Union européenne.

AGE a pour objectif d'intégrer le point de vue des personnes âgées dans le travail d'EAPN et de contribuer à l'élaboration de solutions pour prévenir et traiter la pauvreté et l'exclusion sociale chez les personnes âgées.



L'[Alliance européenne pour la santé publique](#) (EPHA) représente des organisations actives dans le secteur de la santé publique (associations de patients, professionnels de la santé, associations nationales ou européennes travaillant sur des thèmes spécifiques de santé publique, etc.) EPHA a pour objectif de promouvoir et de protéger les intérêts de toutes les personnes vivant en Europe en matière de santé et de renforcer le dialogue entre les institutions européennes, les citoyens et les ONG afin de soutenir des politiques publiques saines. AGE a rejoint EPHA en 2008 et coopère étroitement depuis lors sur les questions de santé intéressant les personnes âgées.

Nos outils de communication

Site internet : www.age-platform.eu

Environ **300** articles publiés sur le site web de AGE

Environ **240 000** pages vues - **110 545 visiteurs**

Infolettre CoverAGE :

www.age-platform.eu/newsletter-coverage

11 éditions + **3262** abonnés

23 **Flashes d'information** aux membres de AGE

6 Communiqués de **presse**

Médias sociaux :



[@AGE_PlatformEU](https://twitter.com/AGE_PlatformEU)

7.778 followers - **284** tweets



[@ageplatformeurope](https://www.facebook.com/ageplatformeurope)

2.640 followers - **80** posts



[AGE Platform Europe](https://www.linkedin.com/company/age-platform-europe)

2.249 followers - **36** publications

Blogs

Campagne #AgeingEqual : <https://ageing-equal.org>

Actualités du Parlement européen : <https://towardsanagefriendlyep.com>

environ **1.408** vues, **777** visites

Notre financement

Les activités politiques de AGE sont cofinancées par les cotisations des membres et les dons (20 %) et par le programme Citoyens, égalité, droits et valeurs de l'Union européenne (DG Justice) (80 %). En 2022, nous avons également reçu des dons d'Essity et de la région de Biscaye pour soutenir notre travail sur les soins de longue durée, et de la Banque mondiale pour l'organisation d'un événement conjoint.

AGE a poursuivi son travail sur les projets de recherche européens, en plus d'être impliquée dans de nouvelles propositions. En 2022, nous avons été partenaires de 15 projets couvrant les thèmes de l'âgeisme, des technologies numériques, de la santé et des soins, des environnements favorables aux personnes âgées : EuroAgeism, Digitol, InAdvance, Pharaon, Shapes, ValueCare, Dreamlike Neighbourhoud, E-Vita, Faith, Urbanage, Smart for Democracy and Diversity, Smart against Ageism, Covid Resilience , EU Navigate et Agisme dans le Gare. La participation de AGE aux projets de recherche de l'UE est couverte à 100 % par le financement de l'UE (principalement le programme européen Horizon 2020).

Visitez notre site web pour plus d'informations sur les projets dans lesquels nous sommes impliqués : <https://www.age-platform.eu/projects-by-topic/all-projects>



AGE en bref

AGE Platform Europe est un réseau européen d'organisations *de et pour les personnes âgées* de plus de 50 ans qui vise à exprimer et à promouvoir les intérêts du nombre croissant de seniors dans l'Union européenne et à sensibiliser aux questions qui les concernent le plus.

AGE est impliquée dans une série d'activités politiques et d'information visant à mettre les questions relatives aux personnes âgées à l'ordre du jour de l'UE et à soutenir la mise en réseau des groupes de personnes âgées. Nos principes directeurs sont qu'un changement d'attitude est nécessaire pour parvenir à une société pour tous les âges et qu'il faut promouvoir la solidarité entre les générations d'une manière qui reconnaisse les contributions des personnes âgées à la société.

Rejoignez-nous !

En rejoignant notre réseau, vous exprimerez votre soutien et pourrez :



Vous souhaitez devenir membre de AGE ? Visitez notre site internet :

www.age-platform.eu/membership



AGE Platform Europe

Avenue de Tervuren, 168/2 - B - 1150 Bruxelles

Tel : +32.2.280.14.70 - E-mail : info@age-platform.eu



www.age-platform.eu



[AGE_PlatformEU](https://twitter.com/AGE_PlatformEU)



www.facebook.com/AGE-Platform-Europe-531987210246422



[AGE Platform Europe](https://www.linkedin.com/company/age-platform-europe)



Le travail de AGE est cofinancé par le programme Citoyens, égalité, droits et valeurs de l'Union européenne. Le contenu de ce document relève de la seule responsabilité de AGE Platform Europe et ne peut être considéré comme reflétant les opinions de la Commission européenne (Transparency Register ID : 16549972091-86).